

Chers éleveurs, chers intéressés,

Depuis des dizaines d'années, les agriculteurs de l'UE se lamentent – à juste titre – au sujet de la politique, menée par l'UE, de denrées alimentaires bon marché, de pouvoir croissant des groupes du commerce de détail et de la pression permanente à la réduction des coûts exercée dans les exploitations, ce qui a irrévocablement pour conséquence que de plus en plus d'agriculteurs abandonnent leurs fermes. Début 2013, on a maintenant constaté une fois de plus avec quel déséquilibre se répartissent la régulation et les bénéfices le long de la chaîne alimentaire.

Le pouvoir des groupes internationaux du commerce de détail et leur capacité à exercer une pression n'ont jamais été aussi flagrants. Cela vaut au même titre pour l'abandon de la régulation en-dehors des fermes. La première cause du scandale de la viande chevaline est un comportement illégal, mais permettez-moi de le dire sans ambages : le scandale est en dernier ressort une conséquence directe de la décision au niveau européen de laisser un contrôle presque absolu aux grands groupes du commerce de détail au sein de la chaîne alimentaire. Ils peuvent aujourd'hui, en réalité, imposer les prix des denrées alimentaires et les marges qui subsistent pour les producteurs.

Même si la crise de la viande chevaline a été une catastrophe pour l'industrie alimentaire dans l'UE, elle constitue pour nous une chance et elle souligne aussi l'exigence formulée par l'EMB d'une agence de surveillance pour le marché. Nous les agriculteurs fabriquons un produit de qualité et nous devons être récompensés de façon appropriée par le marché. L'UE – et, surtout, les gouvernements et 754 eurodéputés élus directement par nous les producteurs et les consommateurs – se doit de garantir à notre égard l'obligation de diligence selon laquelle les denrées alimentaires que nous consommons possèdent une étiquette sûre et correcte et qu'aucun membre de la chaîne puisse revendiquer pour lui-même le pouvoir de dicter aux autres membres les conditions et les marges. L'obligation de diligence englobe aussi l'organisation future durable de l'agriculture et de la production de denrées alimentaires, aussi bien du point de vue écologique que du point de vue des agriculteurs.

Les groupes revendiquent parfois de parler au nom des consommateurs. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité ; leur objectif a pour nom la maximisation de leurs propres bénéfices et uniquement de leurs bénéfices. Les représentants du peuple que nous avons élus en sont parfaitement informés, mais ils ont régulièrement omis de trouver une solution en adoptant une démarche résolue contre les groupes. Le scandale de la viande chevaline a causé des dommages, mais il offre maintenant à la politique la chance de s'attaquer aux problèmes, dans la chaîne de livraison. L'agence de surveillance du marché au niveau de l'UE est l'instrument idéal pour établir les marges tout le long de la chaîne de livraison ainsi que pour déterminer les points faibles de cette chaîne et les mesures qui sont nécessaires pour les pallier.

Les politiques ont maintenant leur chance. L'époque de l'inertie est révolue. Dans l'intérêt de tous les consommateurs de l'UE, les politiques doivent faire front contre les groupes et trouver une solution définitive à ce problème – peut-être n'aurons-nous plus jamais une meilleure chance.

John Comer (membre du comité exécutif de l'EMB et président de l'ICMSA)

Bulletin EMB mars 2013

- Commission européenne :
 - nouvelles propositions de lois projetées pour le marché du lait
- Interview : propositions françaises
 - pour une régulation du marché du lait
- La prise de position de Bruxelles
 - confirme la gravité de la situation dans la chaîne alimentaire
- Grand rassemblement des producteurs de lait projeté en Allemagne
- Calendrier EMB

Bulletin comme PDF

[télécharger la version pdf](#)

Contact

European Milk Board

Bahnhofstr. 31
D-59065 Hamm

Tel.: 0049/2381/4360495

Fax: 0049/2381/4361153

E-Mail:

office@europeanmilkboard.org

Website:

<http://www.europeanmilkboard.org>

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Commission européenne : nouvelles propositions de lois projetées pour le marché du lait

Comme il l'a déjà annoncé, à la fin de novembre 2012 à Bruxelles, à l'occasion de la grande manifestation des producteurs de lait, le commissaire de l'UE de l'agriculture, Dacian Ciolos, souhaite présenter en 2013 de nouvelles propositions de lois pour le marché du lait. Dès que la réforme de la réglementation de l'organisation commune du marché agricole aura été achevée, d'ici à la fin de l'année, il est prévu que ces propositions pour le marché du lait figurent le plus rapidement possible à l'ordre du jour. Actuellement, le commissaire de l'UE procède à des échanges de vue avec des spécialistes du marché du lait. L'EMB figure aussi parmi ces interlocuteurs. Dacian Ciolos doit se dépêcher – en raison de la situation économique difficile dans laquelle se trouve les producteurs de lait européens, mais aussi parce que son mandat arrive à expiration en octobre 2014.

Les nouvelles propositions de la Commission européenne pour le marché du lait ont une grande signification pour les producteurs de lait.

suite...

Interview : propositions françaises pour une régulation du marché du lait

Dans la présente interview, le président de l'Office du lait en France, Paul de Montvalon, explique les plans du ministre de l'Agriculture français, Stéphane Le Foll, pour une régulation du marché du lait en Europe.

Quelle est la proposition/le concept du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, et quels sont les points principaux et importants ?

Lors de la réunion du groupe de travail, le ministère a proposé un système de régulation qui remplacerait les quotas après 2015. Il a précisé que ce système devait être gratuit et qu'il devait compléter le paquet lait insuffisant, car il n'empêchera pas une baisse d'une importance anormale du prix du lait pour le producteur.

suite...

La prise de position de Bruxelles confirme la gravité de la situation dans la chaîne alimentaire

Le Comité économique et social européen (CESE) a exprimé son opinion, le 13 février à Bruxelles, dans son avis d'initiative « Relations commerciales entre la grande distribution et les fournisseurs de denrées alimentaires – état actuel ».

Le CESE constate que, dans tous les pays de l'UE, une poignée de grandes entreprises du commerce de détail maîtrise la majeure partie du marché et constitue donc un oligopole. De l'avis du CESE, ce statut confère aux entreprises oligopolistes une puissance de négociation considérable face aux fournisseurs auxquels elles peuvent imposer des conditions commerciales qui sont tout sauf équilibrées. Les chaînes du commerce de détail se trouvent en concurrence uniquement dans leur rapport aux consommateurs. Elles se battent les unes contre les autres au sujet de leurs clients, mais, en ce qui concerne les fournisseurs, on ne ressent pratiquement aucune pression au niveau de la concurrence.

[suite...](#)

Grand rassemblement des producteurs de lait projeté en Allemagne

La Bundesverband Deutscher Milchviehhalter, BDM – l'une des deux fédérations membres allemandes de l'EMB – invite tous les producteurs de lait européens à un grand rassemblement, le 11 avril 2013, à Berchtesgaden, en Bavière. La raison en est la conférence semestrielle des ministres allemands de l'Agriculture aux échelons fédéral et des états fédérés.

[suite...](#)

Calendrier EMB

Veillez trouver ici quelques rendez-vous importants du Comité directeur de l'EMB en mars 2013 :

- 5 mars: rencontre avec l'association agricole finnoise à Bruxelles
- 6 mars: réunion du groupe consultatif sur le lait à Bruxelles
- 25/26 mars: réunion des membres de l'EMB à Bruxelles

[suite...](#)

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-mars-2013.html>